

À L'INITIATIVE DE MÉDECINS EN COLÈRE

Grèves annoncées à Sidi-Bel-Abbès

Un incident survenu vendredi dernier au niveau du service de pédiatrie du CHU Hassani-Abdelkader a provoqué l'ire des médecins résidents qui disent craindre pour leur vie face aux accompagnateurs des malades, pour peu qu'ils soient contrariés ou priés de patienter à cause de l'indisponibilité du médecin.

En effet, selon le communiqué du syndicat des médecins résidents affilié à l'UGTA solidaires de leur confrère agressé physiquement et moralement par les parents de deux enfants venus en consultation au service de pédiatrie vendredi dernier, ils disent dénoncer l'agression survenue et l'absence d'agents de sécurité en charge qui, à cause de ces derniers, les méde-

cins se trouvent face à des parents survoltés, un véritable danger pour leur vie.

Les médecins résidents très en colère déclarent déplorer l'absence des agents de sécurité qui auraient pu canaliser le flux des parents accompagnant leurs enfants malades sans qu'il y ait d'incident comme ça a été le cas vendredi dernier. Face à cette humiliation et

agression à l'endroit du médecin et face à l'absence d'agents de sécurité, les médecins résidents ouvrent le front de la contestation et décident de mener une grève illimitée à partir de mardi prochain.

Pour rappel selon le communiqué rendu public dimanche, les parents des deux enfants qui sont venus pour une consultation au niveau du service de pédiatrie étaient dans la salle d'attente. Le père aurait perdu patience et fait irruption dans la salle de consultation déclarant que le cas de ses enfants était plus urgent et de

plus il avait la priorité. Le résident les aurait pris en charge soulignant que seul le médecin était en mesure de juger l'état de gravité du malade.

D'après le communiqué toujours, c'est au tour de la mère des deux enfants de rentrer en scène. S'ensuit une prise de bec entre les deux parties. Le médecin, ajoute le communiqué, a été agressé moralement par le père et blessé à la main. Celui-ci n'aurait dû son salut qu'après avoir fui et s'être réfugié dans une autre salle, faute d'agents de sécurité.

A. M.

FLN

Rassemblement de soutien à l'actuel mouhafedh d'Oran

Sitôt la rumeur a circulé sur l'éviction du mouhafedh d'Oran-Centre, Badreddine Dinar, sur ordre du nouveau secrétaire général du FLN Djamel Ould Abbès, qui devrait le remplacer par l'ancien ministre des Relations avec le Parlement, Mahi Khalil, des militants de cette mouhafadha ont tenu heur un rassemblement de contestation à cette éventuelle décision.

Les mécontents exigent le maintien de leur mouhafedh, ne comprenant pas, disent-ils, «qu'un jeune qui représente la nouvelle ère du parti soit écarté».

La contestation sera, nous dit-on, maintenue et exprimée au nouveau décideur du parti qui serait attendu à Oran pour l'installation du nouveau mouhafedh.

A. B.

MILA

Sit-in des souscripteurs d'AADL 2

Des dizaines de personnes se sont rassemblées, ce samedi 3 décembre, devant le siège de la Wilaya afin de soulever des préoccupations et remettre aux autorités une plate-forme de doléances, qu'ils considèrent légitimes et préoccupantes, à plus d'un titre.

Dans leurs écrits et autres pancartes soulevés par les nombreux souscripteurs présents, une quinzaine de points ont été soumis aux responsables en charge de ce dossier, entre autres, l'inscription d'un programme complémentaire de logements, afin d'éponger le déficit enregistré qui est de 2 242 unités, puisque le programme de la wilaya en entier est de l'ordre de 3 800 unités, réparties sur : 2800 – tranche 2013 et 1 000 – tranche 2015, alors que les souscripteurs qui se sont acquittés de la première tranche sont au nombre de 6 042, d'où ce déficit enregistré.

Autres points soulevés : le retard enregistré dans la réalisation de tout le programme (1 000 à Mila – 400 à Tadjenanet – 500 à Ferdjiooua – 400 à Teleghma etc.) en plus du choix des sites des 1 000 unités du programme 2015 (400 à Mila – 400 à Chelghoum-Laïd et 200 à Ferdjiooua) qui n'est même pas effectué. Les



Photo : DR

souscripteurs qui sollicitent, le ministre de l'Habitat, de programmer une visite officielle à Mila afin de mesurer, de visu, toutes les défaillances enregistrées dans la gestion de ce dossier, invitent les responsables en charge à procéder à un affichage des listes avec classement, pour plus de transparence et surtout afin de débattre les fraudeurs. Les souscripteurs qui n'ont pas été reçus par les autorités de

wilaya, se sont donné rendez-vous pour d'autres sit-in, tous les samedis, et ce, jusqu'à l'aboutissement de toutes leurs préoccupations.

A. M'haïmoud

M'SILA

Une fuite d'eau inonde les rues de la ville

Depuis plus d'une semaine, il n'y a pas un quartier dans la ville du chef-lieu qui ne connaît pas ce phénomène de déperdition de l'eau potable.

Tel est le cas de l'un des anciens quartiers à savoir Dahra où l'eau coule à flots surgissant dans plusieurs points et coulant tout le long de la rue des Chouaya (la rue des gargotiers spécialisés dans les grillades). Aussi, à la cité d'Ouled Sidi Brahim, les habitants sont très courroucés par cette perte inutile.

Malgré moult appels aux services techniques de l'ADE, apprend-on d'un citoyen du quartier, ces services demeurent inactifs devant

ce problème. Questionnée à ce propos, la chargée de la communication à l'ADE de M'sila, rencontrée le jour de la visite du ministre des Ressources en eau et de l'Environnement dans la journée du jeudi dernier lors de sa visite effectuée dans la wilaya, M^{me} H. Aouina a déclaré que son service éprouve un manque flagrant de moyens pour faire face à ces différentes déperditions, justifiant cette paresse de ses services.

Pourtant, le manque d'eau potable dans cette wilaya qui n'a d'autres recours que l'exploitation des eaux souterraines, ce qui a suscité le rabattement de la nappe, a contraint les responsables à renforcer les villes telles que

M'sila, Sidi Aïssa, Aïn-El-Hadjel, Beni-Ilmane et autres en AEP à partir de Birine et du barrage Koudiat Acerdoune, chose qui ne peut se réaliser du jour au lendemain en raison du manque financier, comme c'est le cas du raccordement de la ville de M'sila à partir de Aïn-El-Hadjel.

D'ailleurs, le ministre des Ressources en eau a insisté ce jour là sur l'usage des techniques d'économie de l'eau en sécurisant les ressources de ce produit en faisant face aux fuites, au vol et instaurer une bonne gestion en donnant un exemple de la perte estimée à 160/j à Alger.

A. Laïdi

TLEMCEM

Colloque international sur la personnalité d'Ahmed Ben Bella

C'est en présence de plusieurs ministres et personnalités étrangères, que la wali de Tlemcen a inauguré le colloque international, sur le parcours du premier Président de l'Algérie indépendante.

Cette manifestation coïncide avec le centenaire de la naissance d'Ahmed Ben Bella et sera abritée pendant deux jours au Palais de la culture Abdelkrim-Dali, de Mansourah. En dehors de son aspect historique, cette célébration verra l'intervention de plusieurs chercheurs et universitaires, natio-

naux et étrangers. Le D^r Mustapha Nuisser de l'université d'Alger 2 s'attardera sur le parcours militant de Ben Bella, sur la période de 1949 à 1956 en se référant à des données arabes et algériennes.

De son côté, le P^r Tramor Quemeneur de l'université de Coimbra (Portugal) reviendra sur le

premier acte de piraterie aérienne dans le monde, commis par une puissance coloniale : le détournement de l'avion transportant les dirigeants de la Révolution algérienne en octobre 1956.

Quant à la dimension internationale du premier chef d'État algérien, c'est le Pr Martin Evans de l'université du Sussex (Royaume Uni) qui donnera une conférence sous le thème «Ben Bella, le politicien international 1945-1965». Organisé par l'université Abou

Bakr-Belkaïd, en collaboration avec la wilaya de Tlemcen, il serait intéressant de connaître l'avis et les analyses des historiens et chercheurs sur «l'opération Djebel-Tareq» nom de code du coup d'État du 19 juin 1965.

Rappelons que trois ministres ont assisté à l'inauguration de ce colloque, en présence de la fille d'Ahmed Ben Bella, qui à l'occasion a fait don de la bibliothèque de son père à l'université de Tlemcen.

M. Zenasni

RELIZANE

Sidi Kadar, un cimetière à l'abandon

Le cimetière de Sid Kadar d'El Matmar, situé à quelques centaines de mètres du marché, se trouve dans un état d'abandon très avancé. En effet, le portail de la grande entrée reflète le constat interne d'un paysage apocalyptique indescriptible à l'œil nu.

Les tombes sont dans un piteux état, submergées par des mauvaises herbes et même couvertes par un chiendent échappant des entrailles de la terre de ces caveaux abandonnés par tout le monde, des détritiques en tous genres qui envahissent le cimetière.

Le problème de surveillance est remis en question, il est négligé à tel point que n'importe qui, même les animaux errants et domestiques peuvent y accéder facilement. Pire encore, cet endroit est devenu le pèlerinage sacré des ivrognes qui se donnent rendez-vous pour savourer leur plaisir interdit en toute quiétude sans être dérangés.

Les citoyens de cette localité sont froissés par cet état de fait, vu que ce lieu sacré est devenu un lieu de désolation. Selon un citoyen de la localité : «Cette situation devient intolérable, même les morts ne sont pas épargnés par une société impitoyable, complice de ce machiavélisme indigne d'un musulman qui laisse sachets, ordures et autres déchets envahir les cimetières.» Il a ajouté : «On veut nettoyer mais, nous avons besoin de l'aide des autorités locales.» Apparemment, la situation déplorable de ce cimetière ne semble pas être une priorité des préoccupations des responsables concernés.

A. Rahmane